

LE

COURRIER

L'essentiel, autrement.

## ÉDITORIAL

## Cherpines: un dilemme genevois

MARIO TOGNI

L'urbanisation de la zone agricole des «Cherpines-Charrotons», sur la plaine de l'Aire, place Genève face à un sérieux dilemme. Si, dans un canton exigu, l'utilisation de l'espace est très souvent sujette à concurrence, rarement un projet d'aménagement n'aura concentré à lui seul autant d'intérêts divergents. Agriculture, logement, sport, emplois se «disputent» ainsi l'occupation de ces 58 hectares de terres dans la proche périphérie de la ville. L'équation est d'autant plus difficile à résoudre que ce projet de déclassement, voté la semaine dernière par le Grand Conseil et attaqué par voie référendaire, soulève de vraies questions de société. Comment répondre à la grave crise du logement qui étouffe Genève, tout en préservant la production agricole locale, déjà réduite à peau de chagrin?

En contestant le «bétonnage» des meilleures terres maraîchères du canton, la coopérative le Jardin des Charrotons, qui chapeaute le référendum, a le mérite de remettre la souveraineté alimentaire au cœur du débat. Dans le paysage politique, tout le monde prétend aujourd'hui défendre une agriculture de proximité forte, comme une alternative – partielle – à l'importation de légumes en provenance du monde entier, avec son lot de pollution et de drames sociaux. Le parlement cantonal l'a déjà manifesté, notamment en votant une loi sur la promotion de l'agriculture. En se battant sur ce principe, les référendaires saisissent une occasion légitime de rappeler le rôle essentiel d'un monde paysan souvent oublié par des citoyens arrimés aux étalages de supermarché.

Mais leur combat est loin d'être gagné. Et doit-il l'être? La pénurie de logements qui touche durement Genève reste une priorité des citoyens. Le Conseil d'Etat et la majorité du Grand Conseil le savent, et n'hésitent pas à utiliser cette arme en accusant les opposants d'«irresponsabilité». Sur le fond, densifier le secteur des Cherpines n'est pas absurde. A cinq kilomètres du centre-ville, ce nouveau quartier aurait l'avantage d'assurer une continuité urbaine, évitant de créer des zones d'habitation et d'activité déconnectées de tout réseau de transports. Mais le magistrat Mark Muller démontre une nouvelle fois son incapacité à donner des garanties solides – combien de logements, quelles infrastructures sportives? –, suscitant une méfiance compréhensible. Au final, le sacrifice de ces terres fertiles en vaut-il la peine?

En présentant hier un contre-projet, qui préserve la majeure partie de la zone agricole tout en gardant l'objectif de 2500 logements, la jeune association Agro-Quartiers-Autogérés essaie d'apporter une réponse. Un peu approximatif, le projet propose néanmoins une alternative novatrice et intéressante. Mais tout le monde n'y trouvera pas son compte, à commencer par les communes concernées, Plan-les-Quates et Confignon: le centre sportif et les bâtiments industriels qu'elles réclament n'y figurent simplement pas.

Une question de priorités, en somme. Car, derrière les aspirations contradictoires de chacun, le sort des Cherpines pose la question suivante: quel développement veut-on pour Genève? Un débat qui s'avère plus que nécessaire aujourd'hui.

page 2

## LECTEURS

page 4

## CINÉMAS

page 12

## RADIO-TÉLÉVISION

page 14

## INTERNATIONAL

## «Le boycott doit servir à réveiller la société israélienne»

Alors que la diplomatie américaine, par l'entremise de son émissaire George Mitchell, s'activait hier pour tenter de sauver les négociations de paix au Proche-Orient, des voix s'élèvent de plus en plus pour appeler au boycott d'Israël. Les formes que peut revêtir ce dernier sont diverses:

alimentaire, sportif, universitaire, technologique, culturel. Elles ont pour but de rappeler les violations répétées par l'Etat Hébreu du droit international. Il s'agit, explique dans un entretien le cinéaste Eyal Sivan originaire de Haïfa, de «réveiller la société israélienne».

page 9/10

## ENVIRONNEMENT

## Vaud veut restreindre les zones constructibles dans le Lavaux

page 5



Une loi est prête pour renforcer la protection du Lavaux. Mais les propositions du Conseil d'Etat sont insuffisantes, a estimé hier Franz Weber.

Keystone

## INTERNATIONAL

## Le Kremlin destitue le maire de Moscou

page 11

## SUISSE

## Surplus des caisses: Berne légifère

page 7

## PUBLICATION

## Un dico de six siècles d'art à Genève

page 16

# Le boycott d'Israël par les artistes de Montréal fait tache d'huile

**PROCHE-ORIENT • En soutien à la lutte des Palestiniens, de plus en plus de personnalités refusent de se rendre en Israël. Une stratégie similaire à celle utilisée contre l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid.**

EMMANUEL DROR

Les manifestations qui se sont produites en réponse aux violents bombardements sur Gaza, il y a près de deux ans, ont suscité de nouvelles initiatives non violentes visant à soutenir la lutte des Palestiniens. Parmi celles-ci, on peut citer les assignations en justice de présumés criminels de guerre israéliens, les missions civiles en Palestine pour témoigner de la brutalité de l'occupation militaire, les missions humanitaires pour rompre le blocus de Gaza ou la campagne de «boycott, désinvestissement et sanctions» (BDS) contre l'Etat israélien. Cette dernière reprend la stratégie de boycott mise en œuvre contre l'Afrique du Sud, dans les années 1980, en dénonçant les discriminations subies par les Palestiniens, qualifiées d'apartheid.

Bien que le BDS soit né d'un appel lancé par la société civile palestinienne en 2005, c'est depuis l'attaque meurtrière de l'armée israélienne sur la flottille humanitaire au large de Gaza, fin mai 2010, que la stratégie BDS a le vent en poupe. Elle affirme que chaque citoyen a un rôle à jouer: en tant que consommateur, professeur, artiste, sportif ou autre, chacun est responsable de ses actions et peut refuser celles qui renforcent le pouvoir répressif de l'Etat d'Israël. Le boycott le plus connu est celui des produits israéliens, comme les cosmétiques Aha-va, ou d'entreprises européennes participant à la colonisation, comme Connex qui construit un tramway dans la partie de Jérusalem que l'Etat israélien annexe illégalement. Mais cette campagne se décline également sous d'autres formes, universitaires, sportives et culturelles. Enfin, au-delà de cette prise de conscience individuelle, le BDS est une campagne de pression, en particulier médiatique, qui permet de rappeler les violations répétées du droit international et des droits humains à l'encontre des Palestiniens.

## L'exemple de Sun City

Sur le plan culturel, les initiatives s'inspirent des musiciens qui, dans les années 1980, revendiquaient qu'ils

«n'iraient pas jouer à Sun City», en Afrique du Sud. Ce mouvement prend une ampleur considérable: il n'est pas une semaine sans qu'on apprenne qu'un artiste de premier plan annule un voyage prévu en Israël, profitant parfois de l'occasion pour écrire de véritables pamphlets dénonçant les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens, sous occupation israélienne ou en exil. Rien que cette année, l'actrice Meg Ryan, les écrivains Henning Mankell, Iain Banks et Alice Walker, les musiciens Carlos Santana, Elvis Costello, Gil Scott-Heron et les groupes The Klaxons, Gorillaz et The Pixies ont renoncé à se rendre en Israël. Pour des raisons similaires, le mois dernier, plus de 150 artistes irlandais se sont engagés par écrit à boycotter Israël, rappelant l'initiative des 500 artistes montréalais, déjà évoquée dans nos pages<sup>1</sup>. Tout récemment, c'est le groupe anglais Massive Attack qui a rejoint ce mouvement. Son chanteur, Robert Del Naja, déclarait: «Je ne peux

pas jouer en Israël alors que les Palestiniens n'ont pas accès aux mêmes droits fondamentaux que les Israéliens.»

## Pétition israélienne

Même en Israël, le boycott devient un moyen jugé pertinent de s'opposer à la poursuite de la colonisation par le gouvernement d'extrême droite dirigé par Benyamin Netanyahu. Ce mois-ci, alors que certains en Europe s'opposent en particulier au boycott universitaire et culturel, 150 universitaires, écrivains, artistes et acteurs israéliens ont signé une pétition appelant à refuser de se produire dans les colonies des territoires occupés en 1967. Aux côtés d'intellectuels connus pour leur engagement contre l'occupation, tels Niv Gordon, Gideon Levy ou Shlomo Sand, on trouve des personnalités généralement plus discrètes comme l'historien Zeev Sternhell ou les écrivains renommés David Grossman, A.B. Yehoshua et Amos Oz. Alors qu'elles étaient sévèrement cri-

tiquées par le gouvernement israélien, ces personnalités ont reçu une lettre de soutien de 150 autres artistes, étasuniens et anglais, dont Vanessa Redgrave, Cynthia Nixon ou Tony Kushner.

La limitation du boycott aux seules colonies est défendue par certains groupes de solidarité qui demandent la fin de l'occupation illégale de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et du Golan, le démantèlement du Mur et la levée du blocus de Gaza. Les partisans d'un boycott total rappellent quant à eux que les discriminations touchent également les Palestiniens à l'intérieur des frontières d'Israël. Enfin, la résolution 194 de l'ONU stipule le respect et la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs maisons. Selon la campagne BDS, ces deux points justifient de faire pression sur les institutions israéliennes, y compris à l'intérieur des frontières de 1948: en effet, n'aurait-il pas été absurde, à l'époque de l'apartheid, de ne boycotter que les ban-

oustans et pas le Cap, Johannesburg ou... Sun City?

La culture est une arme utilisée de part et d'autre. L'Etat d'Israël ne s'y trompe pas, qui non seulement tente de contrer la campagne BDS, mais multiplie également les festivals, expositions et autres manifestations artistiques ou sportives pour tenter de redorer son blason. De son côté, la campagne BDS appelle à ne pas participer à ces événements, où qu'ils aient lieu: dans les colonies, en Israël ou même en Europe. De fait, ces manifestations culturelles ne sont plus anodines: on y participe ou pas mais, dans les deux cas, la décision revêt un sens politique. Si de plus en plus d'artistes répondent positivement à l'appel au boycott, celui-ci s'adresse désormais également aux simples spectateurs, citoyens responsables... I

<sup>1</sup> Le Courrier du 7 avril 2010.

Quelques liens

Cinq cents artistes montréalais contre l'apartheid israélien:  
[www.tadamon.ca/post/5824](http://www.tadamon.ca/post/5824)

Cent cinquante artistes irlandais s'engagent à boycotter Israël:  
[www.ipsc.ie/pledge/](http://www.ipsc.ie/pledge/)

Cent cinquante artistes israéliens boycottent les colonies israéliennes:  
[www.haaretz.com/print-edition/news/150-academics-artists-back-actors-boycott-of-settlement-arts-center-1.311149](http://www.haaretz.com/print-edition/news/150-academics-artists-back-actors-boycott-of-settlement-arts-center-1.311149)

Cent cinquante artistes américains et anglais soutiennent les 150 artistes israéliens:  
<http://jvp.org/campaigns/making-history-support-israeli-artists-who-say-no-normalizing-settlements-4>

Appel de l'Autorité palestinienne à boycotter les produits des colonies:  
<http://bdsmovement.net/?q=node/604>

Appel des Palestiniens au boycott universitaire et culturel d'Israël:  
[www.pacbi.org/etemplate.php?id=869](http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=869)

Appel des Palestiniens au BDS contre Israël:  
<http://bdsmovement.net/?q=node/52#French>

Relais français de la campagne BDS internationale:  
[www.bdsfrance.org/](http://www.bdsfrance.org/)

Relais genevois de la campagne BDS internationale:  
[www.urgencepalestine.ch/Activites/boycott.html](http://www.urgencepalestine.ch/Activites/boycott.html)



Boycotter les entreprises européennes qui participent à la colonisation, comme Connex qui construit un tramway à Jérusalem-Est, est un moyen de faire pression sur Israël. Mais le boycott se décline aussi de manière culturelle. JPDS

## EYAL SIVAN

# «Il faut faire peser ce conflit sur la société israélienne»

PROPOS RECUEILLIS PAR  
RODERIC MOUNIR

Cinéaste israélien originaire de Haïfa, Eyal Sivan est notamment l'auteur de *Route 181*, *fragments d'un voyage en Palestine-Israël* (avec Michel Khleifi, en 2004) et *Jaffa, la mécanique de l'orange* (2009). Il enseigne le cinéma à l'East London University et a cosigné avec Rony Brauman un *Eloge de la désobéissance* (Ed. Le Pommier/Fayard, 1999). Joint à Paris, il nous livre sa vision du «boycott de l'intérieur», dont il est l'un des ardents avocats.

Les artistes et intellectuels constituent en principe des remparts contre l'ignorance et la haine. Le boycott culturel n'est-il pas une arme à double tranchant? Eyal Sivan: C'est une zone grise, oui. Mais sur le plan des principes, il n'y a aucune raison de ménager les institutions universitaires et

culturelles qui bénéficient, d'une façon ou d'une autre, de l'occupation et discriminent les Arabes. Beaucoup d'artistes et d'académiciens sont restés silencieux lors des dernières violations du droit international, au Liban, à Gaza et contre la flottille humanitaire. Pis, ils les ont soutenues. C'est un professeur de philosophie à l'université de Tel Aviv, Asa Kasher, qui a rédigé le nouveau code de conduite de l'armée israélienne dans la «lutte antiterroriste» – il préconise ni plus ni moins de *kärcheriser* l'adversaire.



Le cinéaste israélien Eyal Sivan. DR

## A quoi sert le boycott?

A réveiller la société israélienne, à faire peser sur elle ce conflit qui lui paraît lointain. Aujourd'hui, plus de 85% des jeunes

envisagent de rejoindre des unités combattantes, et une majorité ne veut pas d'Arabes dans les institutions. L'impunité criminalise Israël et le met hors la loi. Le boycott n'est pas anti-israélien, il ne vise pas les gens mais les institutions responsables de la situation.

## Quelle différence faites-vous entre les boycotts étranger et intérieur?

Aux Européens, principaux acheteurs de marchandises israéliennes, le boycott pose la question suivante: «Qu'est-ce que je peux faire?» Cela dans un contexte de grand décalage entre l'opinion et les décisions politiques. Quant à moi, artiste israélien, je me suis retiré de plusieurs forums et festivals où avaient lieu des rétrospectives en présence de représentants israéliens. Comment des artistes de gauche peuvent-ils serrer la main d'officiels qui se servent d'eux comme alibi démocratique?

PUBLICITÉ

## Développement et santé dans les pays pauvres: le rôle des Organisations internationales et de la Suisse



Table ronde  
lundi 4 octobre 2010 - 20H

Maison des Associations, salle Chico Mendes  
15 rue des Savoises - 1205 Genève  
entrée libre

Intervenants: Dr Germán Velásquez (South Centre)  
M. Patrick Durisch (Déclaration de Berne)  
M. Melik Özden (CETIM)  
M. Bruno Vitale (CSSR)

Centrale Sanitaire Suisse Romande  
Tél: 022 329 59 37 - info@css-romande.ch - www.css-romande.ch